

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OCEALIA

51 rue Pierre Loti
16100 Cognac

Références : 2026 312 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007201765

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement OCEALIA implanté Grande Pièce 16320 Boisé-la Tude. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale OCP Produits chimiques. Cette inspection portait sur plusieurs points de contrôle, orientés sur l'état des stocks et la vérification de la conformité des produits stockés, de leur date de péremption et de l'intégrité des emballages, les modalités de stockage et le contrôle des conditions de stockage, notamment la rétention, l'utilisation des cunettes de sécurité, la ventilation et la séparation des produits incompatibles, la prévention des risques liés aux fiches de données de sécurité (FDS).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OCEALIA
- Grande Pièce 16320 Boisé-la Tude
- Code AIOT : 0007201765
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société coopérative agricole OCEALIA exploite à Boisé-la-Tude des installations de stockage de céréales, des stockages d'engrais et un séchoir agricole. Elle dispose d'un arrêté d'autorisation du 13 janvier 2009. Le silo vertical béton 1 comprend 16 cellules. Les volumes de stockage sont éventés en

partie supérieure à l'aide de tôles nervurées sur une partie de leur surface. Une tour de manutention complète ce silo béton entre les cellules C1/C2.

Le silo comble vertical béton 2 (silo ONIC) comprend 4 cellules béton ouvertes. Un transporteur capoté (redler) permet le passage supérieur du grain entre le silo 1 et le silo 2. Diverses installations complètent ces installations (séchoirs, cuve de gaz, boisseaux pour chargement trains le site étant embranché, stockage d'engrais). Enfin une station d'enrobage des semences est présente également sur le site.

Aussi, l'exploitant a précisé qu'il projette la construction d'une tente de stockage temporaire des produits finis de semences (sacs et big-bag). Ce projet initialement annoncé en 2016 (pour 600 m²) a été reporté. Un porter à connaissance devra être transmis avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires.

Contexte de l'inspection : Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- CLP
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- REACH
- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
6	Étiquetage CLP des contenants	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Durant la présente inspection, le local de produits phytosanitaire est vu quasiment vide; toutefois, l'examen de certaines prescriptions a pu être réalisé.

Les prescriptions sont globalement respectées; en revanche, le local phytosanitaire :

- ne dispose d'aucun système d'extinction. L'exploitant doit y remédier ;
- présente une rétention raccordée au local dont les caractéristiques et l'étanchéité n'ont pas pu être démontrées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant a présenté l'accès aux FDS disponibles sur site. Selon les dires du personnel exploitant, ils ont également accès aux FDS des produits stockés sur site (majoritairement des insecticides et des engrais) ; lors de l'inspection, les FDS étaient disponibles en version papier dans un classeur dédié. Les FDS consultées par sondage sont toutes postérieures à 2020.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés...dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Par sondage, l'inspection s'est intéressée aux produits phytosanitaires stockés sur site dans un local dédié. En outre, la fiche de données de sécurité (FDS) contrôlée concerne le produit dénommé CYPERMETHRIN(300)ES qui est un produit phytopharmaceutique (insecticide destiné au traitement des semences).

<p>La FDS prévoit les dispositions suivantes :</p> <p>- mesures de lutte contre l'incendie : Les moyens d'extinction appropriés sont les suivants : « Eau pulvérisée. Poudre sèche. Mousse anti-alcool. Dioxyde de carbone (CO2). Mousse. Dioxyde de carbone. Eau pulvérisée. Sable ». Il est indiqué qu'il n'est pas approprié de recourir à un fort courant d'eau. => dans le local phytosanitaire, aucun extincteur n'était présent.</p> <p>- manipulation et stockage : En cas de manipulation, nécessité de « Porter un équipement de protection individuel. » => l'exploitant a précisé que dans les zones où le produit est utilisé ; des EPI sont à disposition dont des combinaisons intégrales, des gants, des visières...</p> <p>Aussi, la FDS précise le point suivant « conserver dans un endroit sec, frais et bien ventilé. Maintenir le récipient fermé de manière étanche. Garder sous clef. Stocker dans un endroit bien ventilé. Tenir au frais ». => la visite des installations a permis de démontrer que le local est maintenu fermé à clef, situé au sec à température ambiante. Le local est associé à une ventilation forcée, vue en fonctionnement lors de l'inspection.</p> <p>La FDS indique également que le produit doit être stocké suffisamment éloigné de toutes sources d'inflammations et des rayons directs du soleil. => lors de la visite, l'inspection n'a pas relevé la présence de toutes d'inflammations dans le local phytosanitaire. Le local étant abrité, il n'est pas soumis aux rayonnements directs du soleil.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de mettre en place des extincteurs ad hoc dans le local phytosanitaire. Les agents d'extinction de ces extincteurs doivent être adaptés aux produits stockés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la</p>

<p>capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Le local phytosanitaire présente une rétention interne qui est connectée à une fosse maçonnée en béton enterrée d'une capacité de 10 m³ selon l'exploitant. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le volume de cette rétention et sa conformité.</p> <p>L'exploitant a précisé ne jamais réaliser de contrôle particulier d'intégrité et d'étanchéité de ladite rétention (aucune ouverture du trou d'homme n'est effectuée).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier que la rétention raccordée au local phytosanitaires est conforme en termes de capacité ; - justifier que celle-ci est bien étanche et intègre et de procéder périodiquement à des contrôles pour s'en assurer dans le temps ; - réaliser le cas échéant, un pompage des effluents / boues qui y seraient contenus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>La rubrique 7 de la FDS du produit contrôlé CYPERMETHRIN(300)ES indique que les bases fortes et les acides forts sont des matières incompatibles avec le produit stocké.</p> <p>Lors de la visite du local, peu de produits phytosanitaires étaient entreposés. Aucune incompatibilité physico-chimique entre produits n'a été relevée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks des produits phytosanitaires présents sur site dont la plupart sont en cours d'utilisation au sein de l'installation. Les produits listés sur l'état des stocks sont bien des produits pour lesquels l'exploitant dispose des FDS sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Étiquetage CLP des contenants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.
Constats : Les GRV vides stockés dans le local phytosanitaires disposaient bien des pictogrammes CLP ad hoc.
Type de suites proposées : Sans suite